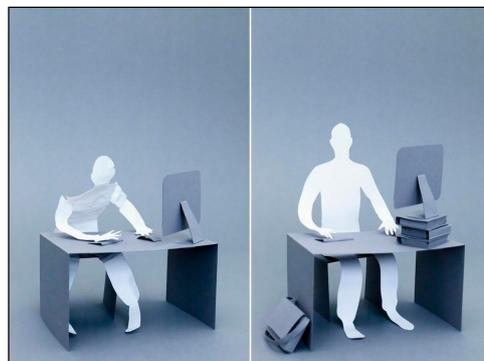


2017 : changer le travail pour changer la vie !

Guillaume Duval, Dominique Méda, François Desriaux, Pascal Lokiec, Martine Chantecaille, *Libération*, 5 janvier 2017

Si une réduction du temps de travail est nécessaire, elle ne peut être dissociée d'une profonde modification de son organisation, basée sur la coopération et non plus la concurrence entre individus.

«*Le travail*» occupera très certainement une place de choix dans la campagne pour l'élection présidentielle. Rien ne garantit pour autant que les propositions seront à la hauteur des défis à relever et des enjeux posés par cette question majeure, tant elles se réduisent trop souvent aux recettes libérales censées favoriser l'«*emploi*». Politique de l'offre, baisse du «*coût du travail*», allègement des cotisations (des fameuses «*charges*» dont le nom occulte l'origine sociale, trop sociale), flexibilité accrue, augmentation du temps de travail : on connaît la chanson de la «*modernité*» que les «*outsiders*» devraient nécessairement accepter pour entrer dans le monde des «*insiders*».



Or, si le chômage est un fléau et constitue à juste titre l'une des préoccupations majeures des citoyens, non seulement ces «*réformes*» n'ont pas fait leur preuve en matière de création d'emplois mais elles passent plutôt à côté des transformations qu'il serait nécessaire de mener.

Disons-le clairement : sans prise en compte de la réduction du temps de travail, on se prive d'un dispositif qui a le mérite de créer des emplois en partageant le travail au lieu de le concentrer dans les mains de ceux que l'on incite trop souvent, au contraire, au prix d'une défiscalisation problématique à plus d'un titre, à «*travailler plus*» pour gagner un peu, beaucoup, ou pas du tout plus... Partager le travail donc et permettre ainsi simultanément à tous de consacrer davantage de temps à des activités diverses relevant de la sphère privée (où les obligations domestiques sont loin d'être encore équitablement réparties !) ou de la sphère sociale.

Mais, aussi souhaitable et nécessaire la réduction du temps de travail soit-elle, une véritable «*politique du travail*» ne peut, toutefois, s'en tenir à cet aspect quantitatif et occulter l'importance de la question qualitative et du mode d'organisation de cette activité. Faire, en effet, «*comme si*» certaines formes d'organisation néolibérales n'entraînaient pas de graves souffrances mentales et éthiques conduisant à des pathologies mentales (dépression, *burn-out*...) voire au suicide, revient à ne pas prendre en considération des problèmes que des milliers de citoyens rencontrent face à «*la loi du marché*».

Les dysfonctionnements de l'organisation du travail ont, en outre, une incidence négative sur la qualité des produits et des services et nuisent à la compétitivité des entreprises. Il y a donc urgence à agir pour mettre fin à des situations qui usent les salarié(e)s et handicapent l'économie. Sauf à vouloir se réfugier derrière la proclamation uniformisante et abstraite de la «*valeur travail*» pour masquer l'existence d'emplois non épanouissants, sauf à vouloir prolonger ainsi *ipso facto* des modes d'organisation qui ont fait la preuve des dégâts humains qu'ils entraînent, sauf à vouloir maquiller en «*fatalité*» ce qui, en réalité, relève de l'humain et du transformable, nous avons tout à gagner à faire de cette question un enjeu central de 2017.

Avancer dans la voie d'un meilleur partage d'un travail dont l'organisation repose sur la coopération, et non plus sur la concurrence entre individus évalués de manière individualisée sur leurs performances demande, certes, d'aller à l'encontre de pensées et pratiques courantes. Ne pas le faire revient à se priver de ce qui peut permettre de renouer l'intérêt et la confiance des citoyens pour une politique apte à changer leur vie. C'est pourquoi, nous appelons les candidats de gauche à se saisir pleinement de la double question de la réduction quantitative du temps de travail et de son organisation